

Editorial

Dans ce numéro...

Voici le premier envoi de documents du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation ! Nous sommes certains que le Réseau, grâce à la participation de ses membres, deviendra au cours des prochaines années un mécanisme efficace et précieux d'échange d'informations dans le domaine du secours et de l'aide humanitaire. Nous sommes évidemment heureux d'avoir pu concrétiser une idée conçue il y a deux ans.

Le Bulletin d'Information présente des informations d'intérêt professionnel pour les membres du Réseau, sous les six rubriques **Réactions**, **Actualité**, **Mise à jour**, **Stages de Formation**, **Conférences** et **Publications**.

Nous souhaitons gérer un Réseau qui puisse à la fois servir et appartenir aux membres. La rubrique **Réactions** donnera donc aux membres du Réseau l'occasion de faire des observations sur le contenu des numéros précédents et d'exprimer leurs opinions quant au fonctionnement et au développement futur du Réseau. Ce premier numéro consacre la rubrique **Réactions** à une explication des origines du Réseau, de ses objectifs et de ses projets d'avenir.

La rubrique **Actualité** fournit des informations sur des thèmes choisis, susceptibles d'intéresser les membres du Réseau et, au besoin, des adresses utiles. Dans ce numéro, cette section présente des informations concernant : l'expérience des ONG américaines en matière d'assurance contre les risques de guerre ; le projet de l'Office Humanitaire de la Communauté Européenne (ECHO) visant à instituer un cours européen de troisième cycle pour un Diplôme d'Aide Humanitaire Internationale ; une initiative soutenue par OXFAM et NOVIB visant à créer un réseau de soutien pour les agents humanitaires ayant travaillé dans des zones de conflits ; une description du Système d'Information sur la Nutrition des Réfugiés récemment établi par le CAC/SCN de l'ONU en collaboration avec plusieurs ONG internationales et locales ; et finalement un article qui présente la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles instituée par l'ONU.

La rubrique **Mise à jour** présente des informations sommaires au sujet des urgences humanitaires actuelles ou latentes, s'inspirant d'une série de sources : ONU, bailleurs de fonds, académiques. Ce chapitre est destiné aux membres du Réseau n'ayant pas accès à de telles sources et souhaitant être tenus au courant de la situation dans ces zones et des opérations d'urgence en cours.

Dans ce numéro...

Editorial	1
Réactions	3
Actualité	4
Mise à Jour	7
Stages de Formation	9
Conférences	11
Publications	11

Rédaction

John Borton,
Coordinateur du Réseau

Véronique Goëssant,
Administratrice du Réseau

*Réseau "Aide d'Urgence et
Réhabilitation"
Overseas Development Institute
Regent's College, Regent's Park
Inner Circle, London NW1 4NS,
UK*

Tel: (44 71) 487 7413

Fax: (44 71) 487 7590

*E-mail: 10074:SKK1133
(Dialcom)*

Internet: odi@gn.apc.org

ISSN: 1353 8721

© Overseas Development
Institute, 1994

Editorial (suite)

La rubrique **Publications** présente un résumé de certains livres et rapports récemment parus et signale d'autres publications et journaux pouvant intéresser les membres. Une liste des derniers articles parus dans le journal "Disasters" (Sinistres) figurera régulièrement sous cette rubrique.

La rubrique **Conférences** fournit des informations sur des conférences et réunions à venir se rapportant aux activités des membres du Réseau. Dans la mesure du possible, des rapports sur les récentes conférences et réunions seront présentés.

En plus de ce Bulletin d'Information, cet envoi inclut trois Dossiers Thématiques, dont deux présentent l'expérience particulière d'opérations de secours dans le cadre de la sécheresse en Afrique Australe pendant 1992-93. Le troisième rapport rend compte des opérations d'aide humanitaire en Bosnie (ex-Yougoslavie).

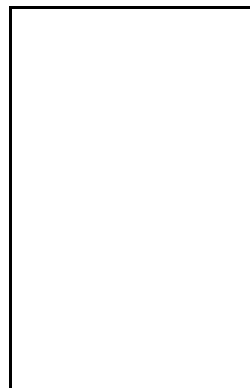
Le premier dossier, préparé par Tine Dusauchoit, décrit un système innovateur d'information, la Célula Inter-Secções établie par MSF au Mozambique en 1992, auquel plusieurs autres ONG fournissent des données. Le système classe les districts selon leur état nutritionnel et sanitaire, soulignant ceux qui ont besoin d'attention immédiate.

Les bulletins mensuels produits par le système sont utilisés par les organisations chargées d'opérations d'urgence à grande échelle au Mozambique pour décider de l'affectation des ressources. Le modèle CIS, ou variantes, pourrait éventuellement s'avérer utile pour d'autres programmes d'urgence où les ONG interviennent dans une grande partie de la zone touchée.



Le deuxième dossier, préparé par Derrina Mukupo, présente le PPM (Programme de Prévention de la Malnutrition) en Zambie. Le Programme fut le résultat d'une politique délibérée du nouveau gouvernement visant à contourner les mécanismes existants de distribution d'aide jugés inefficaces et trop étroitement associés au régime précédent.

Par conséquent, le PPM compta presque exclusivement sur les ONG et les hôpitaux de mission pour la distribution de 250.000 tonnes de maïs, essentiellement sous forme de "food for work" (vivres contre travail), en collaboration avec des comités locaux. Bien que la structure du PPM fut mise sur pied très rapidement, tout porte à croire que le mécanisme fut efficace. Bien qu'ayant été conçu dans le cadre d'une situation exceptionnelle, cette expérience pourrait être source d'enseignements pour d'autres opérations de secours communes (gouvernement/ONG).



Le troisième dossier, préparé par Mark Duffield, présente les caractéristiques et les conséquences du conflit en Bosnie, le fonctionnement de la Force de Protection des Nations-Unies (FORPRONU), l'organisation de l'opération d'aide humanitaire et les enjeux de la situation. Les opérations en Bosnie sont en large mesure sous la direction de l'ONU, mais les ONG, créées dans de nombreux cas spécifiquement à cause de la situation en ex-Yougoslavie, jouent un rôle important. Pour les membres du Réseau qui ont pour seule source d'informations la couverture des médias internationaux, le dossier constitue une introduction précieuse aux opérations et souligne les ressemblances et les divergences par rapport aux opérations d'aide humanitaire en Afrique.



Réactions

Les Origines du Réseau RRN

L'idée d'établir ce Réseau remonte à plus de deux ans. Les premiers résultats des recherches de l'ODI sur l'évolution du rôle des ONG dans les opérations de secours et de réhabilitation (voir **Publications**) et une étude des lecteurs de "Disasters" (Sinistres), publié trimestriellement par l'ODI en collaboration avec les éditions Blackwells, ont souligné la nécessité d'avoir un mécanisme qui puisse faciliter l'échange d'informations et d'expériences professionnelles entre les agents humanitaires des différentes organisations. Nous avons, et avons encore, l'impression que l'échange d'informations et d'expériences professionnelles, en dépit du rôle accru des ONG internationales et locales dans les programmes de secours et de réhabilitation, est fréquemment entravé par des facteurs institutionnels, associés à des barrières linguistiques et à l'absence de mécanismes appropriés pour l'échange d'informations professionnelles entre personnes travaillant dans des régions du monde difficiles et souvent isolées.

Utilisant l'expérience du ODI dans la gestion de quatre réseaux existants (qui associent les professionnels et chercheurs dans les domaines de la recherche agricole, le développement rural des eaux et forêts, du développement pastoral et de la gestion de l'irrigation), un projet de financement fut élaboré au début de 1992 et soumis à EuronAid. EuronAid a été choisi parce qu'il constitue le groupe le plus approprié d'ONG européennes intervenant dans les opérations d'urgence, regroupant aussi bien des ONG directement opérationnelles que des

ONG finançant des partenaires locaux. La proposition de financement sur trois ans a été approuvée par l'Assemblée Générale des organisations membres d'EuronAid en mai 1993 et, peu de temps après, par la Cellule d'Aide Alimentaire au sein de la DGVIII.

La Création du Réseau

Depuis l'automne 1993, nous nous sommes consacrés à obtenir les coordonnées du personnel nommé par les ONG, à envoyer les formulaires d'inscription et à enregistrer les informations sur la banque de données. Compte tenu de la difficulté de trouver un troisième membre pour l'équipe, ce premier envoi a été préparé par le Coordinateur et l'Administratrice. Du fait de cette capacité limitée, les efforts de l'équipe ont porté surtout sur l'inscription des premiers membres parmi les organisations membres d'EuronAid et celles ayant le statut d'observateur. 132 membres ont été désignés jusqu'ici par 17 des 25 organisations membres d'EuronAid et des 4 organisations ayant le statut d'observateur. Nous avons reçu jusqu'à maintenant 75 formulaires d'inscription dûment complétés. La décomposition par pays des membres du Réseau fait partie de cet envoi.

Suite à ce premier envoi, un programme de sensibilisation sur le Réseau et ses objectifs sera mené auprès d'une série d'organisations, y compris d'autres ONG internationales et locales, des organes de l'ONU, des bailleurs de fonds et des organismes étatiques des pays en développement, ainsi que des professionnels s'occupant de programmes de secours et de réhabilitation. Une augmentation sensible du nombre de membres devrait en découler. Il est également prévu de mettre de nouvelles annonces pour le poste de Responsable de Recherches attaché au Réseau au cours des prochaines semaines.

Le Fonctionnement du Réseau et les Projets d'Avenir

Les membres du Réseau recevront quatre envois par an en anglais ou en français. Les envois de mars et de septembre comporteront un Bulletin d'Information et trois Dossiers Thématiques. En juin et en décembre, les membres recevront une Revue Pluridisciplinaire sur un secteur ou une activité dans le domaine du secours et de la réhabilitation. Les Revues seront préparées par des spécialistes reconnus dans le domaine en question et expliqueront, dans un langage accessible au personnel non spécialisé sur le terrain, ce qui est ou n'est pas généralement accepté en termes de planification et de mise en oeuvre de certains types d'intervention et quelles sont les embûches les plus courantes. La première Revue, prévue pour le mois de juin, portera sur l'Eau et les

Systèmes sanitaires - secteur d'intérêt signalé par la plupart des membres ayant déjà renvoyé leur formulaire d'inscription. La deuxième Revue (en décembre) aura pour sujet les Programmes d'Alimentation Supplémentaire. Les prochaines Revues auront probablement pour thèmes la santé, la logistique, la réhabilitation agricole et les méthodes d'évaluation des programmes d'urgence, mais nous sommes ouverts à toutes suggestions de la part des membres quant aux thèmes des Revues à paraître en 1995 et 1996.

L'importance des Réactions Reçues

Le Bulletin d'Information, les Dossiers Thématiques et les Revues Pluridisciplinaires ont pour objectif principal de renseigner les membres sur les expériences d'autres organisations intervenant dans des contextes différents et de les maintenir au courant des développements dans le domaine du secours et de la réhabilitation. Néanmoins, nous espérons sincèrement que le processus ne s'arrêtera pas là et que les membres feront des observations sur le contenu des envois afin d'améliorer les connaissances et les pratiques dans ce domaine. A titre d'exemple, les membres sont-ils d'accord avec les remarques faites dans les trois premiers Dossiers ? Si ce n'est pas le cas, nous aimerions recevoir vos observations qui figureront en résumé sous la rubrique **Réactions** dans les prochains Bulletins d'Information.

Il en va de même pour la conception du Réseau et des envois. Lors de la détermination des principaux éléments du Réseau et de la production du premier envoi, il nous a fallu prendre de nombreuses décisions en l'absence d'un apport direct de la part des membres. Nous souhaitons donc connaître l'opinion des membres sur cet envoi et sur nos projets d'avenir. Le contenu, la mise en page et le style du Bulletin d'Information sont-ils à votre goût ? Avez-vous des suggestions quant aux prochains Dossiers ou Revues ? Dans l'affirmative, nous nous ferons un plaisir de les recevoir et d'en faire part aux autres membres sous la rubrique **Réactions**.

Actualité

Le Projet d'ECHO d'Etablissement d'un Cours Européen : le Diplôme d'Aide Humanitaire Internationale

Grâce à l'initiative de l'Office Humanitaire de la Communauté Européenne (ECHO), un groupe de cinq universités européennes lance un cours d'aide humanitaire internationale. Il s'agit de la Ruhr-Universität Bochum (Allemagne), de l'Universidad de Deusto (Espagne), de l'Université d'Aix-Marseille (France), de l'Université Catholique de Louvain (Belgique) et de l'Université d'Oxford, Programme de Recherche sur les Réfugiés (Grande Bretagne).

Le Diplôme se situe dans le cadre du programme ERASMUS qui permet aux étudiants de suivre une partie

de leur cours dans une université étrangère. Le cours, qui commencera au début de l'année académique 1994-5, sera multidisciplinaire et axé sur le développement commun de programmes d'études, permettant la mobilité des étudiants et enseignants et comprenant deux mois de formation pratique sur le terrain.

Des modules portant sur des thèmes tels que le droit, la logistique et la médecine/l'épidémiologie sont actuellement en cours d'élaboration par les universités.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :

ECHO
3 rue de Genève
1140 Bruxelles
Belgique
Tél: (32 2) 295 44 00

Le Réseau de Soutien pour les Agents Humanitaires Ayant Travaillé dans des Zones de Conflits

Le personnel des ONG et des organes de l'ONU doit de plus en plus souvent travailler dans des zones de conflits. Ces personnes sont souvent les témoins de violations des droits de l'homme et de blessures de guerre ; elles doivent vivre et travailler dans un état d'insécurité permanente, faire face à la frustration de ne pouvoir accomplir ce qu'elles voudraient accomplir. Les organisations de secours n'ont pas de statistiques quant aux cas de syndrome de stress post-traumatique ou 'd'épuisement mental' parmi les agents humanitaires, mais il semble que le nombre de cas augmente rapidement. Peu d'organisations se sont préparées à affronter ces problèmes psychologiques. Par conséquent, les symptômes sont rarement repérés et les personnes concernées ont tendance à minimiser ou à réprimer leur condition pour ne pas passer pour "faibles" ou compromettre leur poste. Les termes des contrats des ONG sont souvent peu généreux en ce qui concerne les maladies à long terme qui nuisent à la productivité du personnel. Les personnes concernées choisiront souvent de quitter l'organisation et de rentrer chez elles où elles continueront à souffrir seules, loin de tous, isolées de leurs anciens collègues et amis au sein de l'organisation et distantes géographiquement des personnes faisant face au même syndrome.

Un projet pilote d'établissement d'un réseau de soutien pour le personnel des ONG travaillant ou ayant travaillé en zones de conflits a été amorcé simultanément en Hollande et en Grande Bretagne, avec le soutien de NOVIB et d'OXFAM. Le "Réseau Arc-en-Ciel" est en train actuellement de développer et de tester des mécanismes et des formes de soutien appropriés aux organisations et à leur personnel faisant face au syndrome de stress post-traumatique et à l'épuisement mental. Les différentes approches mises à l'étude comprennent :

- des programmes de repos et de rétablissement dans la région ou dans le pays d'origine des personnes touchées
- une assistance socio-psychologique
- une formation à la gestion du stress et aux "stratégies d'adaptation"
- des conseils pour les organisations concernant la préparation et la formation des agents avant qu'ils ne rejoignent leur poste dans les zones de conflits et les formes de soutien nécessaires pendant et après la période de service
- la possibilité de prêter des ordinateurs et des

modems aux membres du personnel des ONG qui sont de retour pour leur permettre de s'entretenir avec d'autres membres du réseau, partager leurs problèmes avec un groupe compréhensif, quoique géographiquement distant, et ainsi réduire leur isolement.

Dans certains cas, les programmes proposeront un service confidentiel aux personnes qui préfèrent ne pas informer leur employeur de leur état ou du fait qu'elles sollicitent un appui pour y faire face.

Le projet étant encore à ses débuts, sa forme définitive évoluera au courant des prochains mois. Néanmoins, les personnes intéressées peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de :

Daryl Barker,
Coordinateur
Rainbow Network (Réseau "Arc-en-ciel")
Hondstong 26
1964 LH Heemskerk
Pays-Bas
Tél/fax: (31) 2510 43007

Les ONG Américaines Cherchent à Améliorer leur Couverture d'Assurance Contre les Risques de Guerre

Suite à l'accident survenu récemment en Somalie où un membre du personnel d'une ONG américaine a été grièvement blessé par une mine et a perdu une jambe, il s'est avéré que le contrat d'assurance comportait une grande lacune pour le personnel d'ONG américaines travaillant dans des zones de guerre en dehors des Etats-Unis. En dépit du fait que l'ONG concernée était assurée contre les risques de guerre, la compagnie d'assurance a nié sa responsabilité en prétendant que la personne travaillait au moment de l'accident et devait donc être couverte par l'assurance américaine qui rembourse les frais occasionnés par les accidents de travail. Mais cette assurance ne couvre pas les risques de guerre ! InterAction, l'association des ONG américaines, a découvert l'existence de points faibles du même genre touchant d'autres ONG. Elle étudie donc, en collaboration avec d'autres ONG américaines intervenant dans des zones touchées par la guerre, des méthodes pouvant combler ces lacunes.

Compte tenu de la menace que constitue ce problème pour la poursuite des opérations d'aide humanitaire réalisées par des ONG américaines dans plusieurs zones, l'USAID (Agence des Etats Unis pour le Développement

International) a lancé un programme spécial d'indemnisation afin de combler temporairement l'écart dans la couverture d'assurance. L'OFDA (Office d'aide en cas de sinistres à l'étranger) de l'USAID a offert aux ONG qui réalisent des programmes financés par OFDA dans sept pays à haut risque un programme de 90 jours qui met de côté 2mUS\$ pour les risques qui ne sont pas couverts par les polices d'assurance existantes ou l'assurance contre les accidents de travail.

La situation de double couverture des ONG américaines ne s'applique probablement pas aux ONG non-américaines mais cette expérience suggère que les autres ONG intervenant dans des zones touchées par la guerre devraient peut être examiner de près toutes les clauses de leurs polices d'assurance.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :

Lauren Landis
InterAction
1717 Massachusetts Avenue, NW
Suite 801
Washington DC 20036 - Etats-Unis
Tél: (1 202) 667 8227

**Le CAC/SCN Crée
un Système d'Information
sur la Nutrition des Réfugiés
en Collaboration avec
des ONG Internationales**

Un système produisant des rapports tous les deux mois sur l'état des réfugiés et des personnes déplacées sur le plan interne a été mis en place par le CAC/SCN de l'ONU (Comité administratif de Coordination/Sous-Comité de nutrition), l'organisme chargé de l'harmonisation des politiques en matière de nutrition au sein du système ONU. La décision de créer le système, qui se concentre actuellement surtout sur l'Afrique subsaharienne, fut prise en février 1993, suite à une série de discussions entre les organes de l'ONU, le CICR et quelques-unes des principales ONG internationales ; et suite à la préparation d'un rapport-pilote. L'initiative vise à assurer une réponse plus efficace aux situations particulièrement graves grâce à la compilation d'informations provenant d'une série d'organes de l'ONU, d'ONG et d'autres sources qui seront résumées et présentées dans un format clair.

Le secrétariat CAC/SCN reçoit des informations de différents organes onusiens et d'ONG, les organisations ayant contribué au rapport de février 1994 comprennent:

Action Internationale Contre la Faim (AICF), Amar Appeal, Amnesty International, Bureau des Affaires Humanitaires (DHA), GOAL, Iraqi Civilian Aid, CICR, MSF Belgique, MSF-CIS (Mozambique), MSF-France, MSF-Hollande, OXFAM-GB, SCF-GB, HCR, UNICEF, PAM. Jeremy Shoham du London School of Hygiene and Tropical Medicine fournit un appui technique au Secrétariat CAC/SCN. Le système bénéficie de l'appui financier de NORAD, USAID, HCR et PAM et d'un appui en nature de la part d'UNICEF et SCF-GB.

Les rapports sont compilés tous les deux mois. Le premier fut rédigé en septembre 1993. Les rapports ont surtout porté jusqu'ici sur l'Afrique sub-saharienne, qui compte maintenant plus de 16 millions de réfugiés/personnes déplacées dont 1,3 m sont en état de sous-alimentation sérieuse. Le dernier rapport décrit la situation dans 17 régions africaines. Des informations sur la situation dans le sud de l'Irak ont également figuré dans les trois premiers rapports.

Ceux qui souhaitent recevoir les rapports ou discuter de la possibilité de contribuer en envoyant des informations sur la nutrition et la santé doivent s'adresser à :

Système d'Information sur la Nutrition des
Réfugiés CAC/SCN
c/o Organisation Mondiale de la Santé
20 Avenue Apia
CH-1211 Genève 27 - Suisse
Tél: (41 22) 791 0456
Fax: (41 22) 798 8891

L'IDNDR - pour les Non Initiés

En 1987, l'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé une résolution faisant des années 1990 la Décennie internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles (IDNDR). La moitié de la Décennie s'étant déjà écoulée depuis son démarrage officiel le 1er janvier 1990, une grande conférence internationale aura lieu d'ici quelques semaines à Yokohama, au Japon, pour passer en revue les acquis de la Décennie (voir la rubrique **Conférences**). En dépit du fait que nous sommes au milieu de la Décennie, une grande partie du personnel des ONG s'occupant d'activités de secours et d'atténuation des dégâts connaît à peine l'existence de l'IDNDR ou de ses objectifs. Cet article vise à informer les membres du Réseau des origines, des buts et des activités de l'IDNDR.

L'idée d'instaurer une Décennie des Nations-Unies sur ce thème fut suggérée pour la première fois par le Dr. Frank PRESS, Président de l'Académie Nationale des Sciences aux Etats-Unis, lors du 8ème Congrès

international sur l'ingénierie des séismes en 1984. L'idée fut reprise par des personnes et des organismes importants au sein de la communauté scientifique internationale et déboucha sur la Résolution de l'Assemblée Générale en 1987. Un groupe *ad hoc* d'experts internationaux, sous la présidence du Dr. PRESS, fut nommé par le Secrétaire général de l'ONU afin de préparer la Décennie. Une résolution définitive fut adoptée par l'Assemblée générale en décembre 1989.

La Décennie a pour objectifs :

- d'améliorer la capacité de chaque pays d'atténuer les conséquences des catastrophes naturelles
- d'élaborer des lignes directrices et des stratégies pour appliquer les connaissances existantes
- de favoriser les initiatives scientifiques et d'ingénierie visant à réduire les pertes en vies humaines et la destruction des biens
- de disséminer les informations existantes et nouvelles au sujet de l'évaluation, de la prévision, de la prévention et de l'atténuation des catastrophes naturelles
- de promouvoir des programmes d'assistance technique et de transfert de technologie, des projets de démonstration et d'information/formation portant sur des risques et des endroits particuliers.

Depuis le début de la Décennie, des efforts considérables ont été consacrés à l'établissement d'une structure pour la réalisation de ces objectifs. Les éléments essentiels de cette structure sont : Un Conseil Spécial de haut niveau composé de dix personnalités internationales, y compris des Présidents et des Premiers Ministres actuels et anciens ; un Comité Scientifique et Technique (CST) composé de 25 experts internationaux (des chercheurs scientifiques pour la plupart) et un réseau de Comités Nationaux IDNDR. 130 pays ont déjà établi des comités nationaux mais ceux-ci ne sont pas tous actifs. Le Conseil Spécial de haut niveau aussi bien que le CST bénéficient des services du Secrétariat IDNDR à Genève qui est également chargé de réaliser le programme de travail approuvé par le CST. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec le Bureau des Affaires Humanitaires de l'ONU et rend compte au secrétaire général par l'entremise du secrétaire général adjoint pour les Affaires Humanitaires. Le personnel du Secrétariat comptait initialement 3 membres mais ce nombre a été porté à 15 pendant la période qui précède la Conférence de Yokohama.

L'étendue des activités prévues ou en cours dans le cadre de l'IDNDR est très vaste. Le CST a sélectionné une longue liste de "programmes internationaux" et de "projets de démonstration", dont :

- le développement de techniques et de mécanismes permettant de mieux prévoir les cyclones tropicaux
- le suivi approfondi des volcans "à haut risque"
- des programmes visant à réduire la vulnérabilité aux séismes
- l'amélioration des banques de données statistiques internationales sur les catastrophes naturelles
- des activités d'information et de formation
- l'étude de l'état de préparation et de la réponse face aux urgences sanitaires en Afrique
- des études de l'impact des sinistres dans les grandes villes.

Les comités nationaux les plus dynamiques ont déjà démarré toute une série d'activités, dont l'étendue est présentée dans les documents préparés par ces comités en vue de la Conférence de Yokohama. Par ailleurs, de nombreuses réunions internationales et régionales des comités et des experts techniques de l'IDNDR ont eu lieu. A titre d'exemple, en septembre 1993, ECHO a organisé une réunion des comités IDNDR des pays membres de la CE. En collaboration avec l'Osservatorio Vesuviano (Italie), le Secrétariat de l'IDNDR produit un bulletin **STOP DISASTERS** (Halte aux Sinistres) tous les deux mois, distribué gratuitement à tous ceux qui s'intéressent au programme de la Décennie.

Jusqu'ici, l'IDNDR peut certainement se vanter du succès de son programme de sensibilisation quant à la nécessité d'atténuer les sinistres et des moyens d'y parvenir avec les organes de l'ONU, la communauté scientifique et les bailleurs de fonds multilatéraux et régionaux tels que la Banque Mondiale et la Banque de Développement Asiatique.

Néanmoins, il convient de signaler aussi que :

- le fait que la Décennie fut créée au sein des communautés scientifique et d'ingénierie continue à se refléter dans son approche et le type d'activités entreprises. Les sciences sociales sont, du moins jusqu'à présent, sous-représentées dans de nombreuses activités de l'IDNDR.
- l'accent a été mis sur l'atténuation des risques naturels "d'impact soudain" (cyclones, inondations, tremblements de terre, etc.). La situation des risques naturels "d'impact lent", tels que la sécheresse, dans le contexte de l'IDNDR a été, jusqu'à présent, ambiguë. La sécheresse étant le risque naturel prédominant en Afrique subsaharienne, une grande partie des activités du IDNDR n'ont jusqu'à ce jour pas couvert cette région - situation qui se reflète dans le nombre de pays n'ayant pas créé de comités nationaux dans la région et le faible niveau d'activités d'une

grande partie de ceux qui ont été créés. Néanmoins, un changement est à prévoir puisque le CST vient d'accorder une plus grande priorité à la sécheresse qui fera l'objet d'une séance du Comité technique lors de la Conférence de Yokohama. Par ailleurs, suite à une initiative conjointe OUA/CEA/OMS d'atténuation des sinistres, des activités du style IDNDR seront élaborées à l'échelle régionale en Afrique.

Compte tenu de l'accent mis par l'ONU sur la liaison avec les gouvernements membres et l'accent mis par la Décennie sur les "solutions" scientifiques et d'ingénierie, la communauté des ONG n'a pas été étroitement associée à l'IDNDR, bien que des représentants des ONG aient participé dans certains cas aux comités nationaux. Par conséquent, la contribution éventuelle des ONG, notamment en termes de démarrage d'initiatives d'atténuation des sinistres au niveau communautaire, n'a pas été mise à profit.

Le fait que le début de la Décennie coïncide avec la fin de la Guerre froide a été plutôt malencontreux. A un moment où l'attention et les ressources humanitaires de la communauté internationale sont essentiellement consacrées à l'atténuation des conséquences des conflits en Afrique, en Europe de l'Est et en ex-URSS, l'accent mis par l'IDNDR sur la prévention et l'atténuation des catastrophes 'naturelles' a pu sembler mal à propos. Ceci n'est peut-être pas étranger au fait qu'une grande partie des programmes internationaux et projets de démonstration ont eu du mal à s'assurer un financement suffisant.

Ceux qui souhaitent obtenir de plus amples renseignements sur l'IDNDR ou recevoir des exemplaires de **STOP DISASTERS** peuvent s'adresser au :

Secrétariat IDNDR
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse
Tél : (41 22) 798 8400
Fax : (41 22) 733 8695

Mise à Jour (fin mars 1994)

Ce chapitre vise à fournir des informations sommaires concernant les urgences humanitaires actuelles et éventuelles. Les sources d'information utilisées ne couvrent pas toujours l'ensemble de la situation et certaines urgences humanitaires, telles que la situation en Transcaucasie, ne sont pas décrites ici. Des informations plus détaillées figureront dans les prochains bulletins.

Afrique - Les besoins d'aide alimentaire pour 1993/94 sont de 3,08 millions de tonnes comparées aux importations de 4,4 millions de tonnes effectuées au cours de l'année précédente, ceci en raison essentiellement de la bonne pluviométrie en Afrique australe. Néanmoins, de mauvaises récoltes dans certaines zones de la Corne d'Afrique et des conflits/troubles dans plusieurs pays de la région font que 22 millions de personnes auront besoin d'aide alimentaire d'urgence en 1994.

Angola - Les initiatives politiques et humanitaires pendant le dernier semestre de 1993 ont facilité l'accès aux zones contrôlées par l'UNITA et aux villes tenues par le gouvernement. Plusieurs ONG interviennent maintenant dans les zones contrôlées par l'UNITA. Environ 3,2 millions de personnes ont besoin d'assistance. Le PAM livre de la nourriture en avion à 14 villes. Les efforts pour établir des itinéraires routiers sont entravés par la pose de mines et par des attaques intermittentes sur les convois ONU/ONG. En dépit d'une augmentation sensible des taux de distribution, ceux-ci sont encore largement en dessous des besoins. Les négociations entre le gouvernement et l'UNITA se poursuivent à Lusaka.

Burundi/Rwanda/Tanzanie/Zaire - Suite à la tentative de coup d'état d'octobre 1993 au Burundi et la violence inter-ethnique qui en a résultée, environ 800.000 burundais se sont réfugiés au Rwanda (375.000), en Tanzanie (325.000) et au Zaïre (58.000). Environ 250.000 personnes ont été déplacées sur le plan interne au Burundi. La réponse de la communauté internationale a été insuffisante et tardive dans tous les cas. Le RNIS de février 1994 a jugé la situation des réfugiés et personnes déplacées dans la région "d'incontrôlable".

Au Rwanda, l'afflux d'environ 375.000 réfugiés au sud du pays pendant les mois d'octobre et novembre a fait suite aux combats acharnés entre les forces gouvernementales et le Front Patriotique du Rwanda qui ont provoqué d'importants mouvements de population. Le surpeuplement dans les 21 camps, les mauvaises conditions d'hygiène, le manque d'eau et les rations

alimentaires insuffisantes ont entraîné un taux excessif de mortalité - selon MSF, plus de 10.000 morts. Avec la stabilisation de la situation au Burundi, le début de la campagne agricole et les mauvaises conditions dans les camps au Rwanda, certains réfugiés commencent à prendre le chemin du retour.

En Tanzanie, les réfugiés burundais sont dispersés dans 45 sites dont une grande partie est inaccessible. L'absence d'un bon système d'enregistrement et de distribution, ainsi qu'un approvisionnement alimentaire insuffisant, produit des taux très importants de sous-alimentation et de mortalité dans certains sites.

Au Zaïre, les réfugiés se trouvent dans 17 sites différents à l'est du pays. Le surpeuplement, le manque de nourriture et les épidémies de choléra et de dysenterie entraînent un fort taux de mortalité.

Le Zaïre est également le pays d'accueil d'environ 300.000 réfugiés angolais à Shaba et au Bas-Zaïre et de 125.000 réfugiés soudanais au Haut-Zaïre. Dans la région de Shaba, la violence ethnique a provoqué le déplacement d'environ 300.000 personnes, dont 50% se retrouvent dans des camps/sites de transit. Certaines distributions alimentaires ont été réalisées par des ONG, mais du fait des retardements de l'évaluation des besoins par l'ONU, des difficultés politiques, des coûts élevés du transport et du financement insuffisant des bailleurs de fonds, la fourniture d'une ration générale par le PAM a connu des retards importants. Les taux de mortalité sont élevés.

Erythrée - A cause des faibles précipitations et des attaques d'insectes nuisibles, la récolte a été inférieure de presque 60% à la récolte exceptionnelle de 1992. On estime à 250.000 tonnes les besoins en aide alimentaire. La réaction des bailleurs de fonds a été décevante jusqu'ici.

Ethiopie - La production nationale n'est pas loin de la moyenne des cinq dernières années, mais il existe des variations frappantes au niveau de la production locale, le nord de Shoa, le nord de Wollo, Tigré et Hararghe ayant une production réduite tandis que Gojam et Arsi ont une production près du record. Les besoins globaux d'importation de céréales et de légumes secs seraient d'un peu plus de 1 million de tonnes, dont 450.000 tonnes d'aide alimentaire d'urgence pour les 3 millions de personnes touchées par la mauvaise pluviométrie locale et les 1,4 millions de personnes déplacées, d'anciens réfugiés et d'anciens soldats. Au

mois de février, les engagements des bailleurs de fonds avaient atteint 300.000 tonnes.

Kenya - Au nord, il y a environ 325.000 réfugiés, mais les camps commencent à fermer à mesure que les réfugiés somaliens sont rapatriés. L'approvisionnement des camps est suffisant et les taux de sous-alimentation sont près de la normale pour la région.

Après les très faibles pluies "de longue durée" de 1993, les pluies "de courte durée" ont été satisfaisantes dans la plupart des zones à l'exception des provinces orientale et du sud du graben. L'on s'attend à ce que les besoins d'importation alimentaire sur le plan national soient de plus d'un million de tonnes, dont 200.000 tonnes d'importations commerciales de maïs déjà commandées par le gouvernement. La réaction globale des bailleurs de fonds a été décevante jusqu'ici.

Sud du Soudan/Ouganda - L'offensive du gouvernement soudanais au sud, y compris le bombardement de centres de population civile, ainsi que la poursuite des combats entre les factions du sud, provoque des mouvements importants de population et des souffrances intenses dans certaines zones. Les informations disponibles sont très limitées, mais on estime que 2 millions de personnes sont touchées/déplacées par la guerre. Environ 100.000 soudanais se sont réfugiés dans le nord de l'Ouganda.

Somalie - La situation de sécurité alimentaire s'est stabilisée et la plupart des organisations ont arrêté les distributions de rations sèches et se concentrent sur la réhabilitation grâce à des programmes de "food for work" (vivres contre travail) et de travail rémunéré. Le retrait des troupes américaines et occidentales a été achevé pendant le mois de mars, laissant sur place une force réduite ONUSOM.

Libéria/Sierra Léone - Du fait de la guerre civile au Libéria et de la situation fluide de sécurité au Sierra Léone, il y a environ 3 millions de personnes déplacées sur le plan interne/réfugiés du fait des rapatriements spontanés se produisant dans les zones qui viennent d'être libérées et le mouvement des lignes de front provoquant des déplacements ultérieurs. Le nombre de personnes déplacées/réfugiés serait de : 1.750.000 au Libéria ; 300.000 au Sierra Léone ; 250.000 en Côte d'Ivoire ; 600.000 en Guinée. L'état des populations varie, certaines zones connaissant des taux élevés de sous-alimentation. Dans l'ensemble, la situation de sécurité semble se détériorer plutôt que se stabiliser.

Mozambique - La paix et une bonne récolte en 1993 ont entraîné une réduction spectaculaire du nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire : de 3,8 millions en 1992 à 1,3 millions en 1993, une réduction ultérieure

étant prévue en 1994.

Asie

Afghanistan - Les combats entre les factions ont repris à Kaboul au début de 1994, provoquant la fuite de près de 1.000.000 civils de la ville vers le nord et l'est. Le Pakistan a fermé ses frontières afin d'empêcher les personnes déplacées d'entrer dans le pays. Des combats ont également eu lieu autour des villes septentrionales de Kunduz et Mazar-I-Sharif. Des camps pour les personnes déplacées ont été ouverts autour de Jalalabad. MSF et le CICR continuent à mener des programmes médicaux et de secours à Kaboul. Les médias internationaux et la communauté internationale ont accordé peu d'attention à la situation. Compte tenu des réserves importantes d'armes, de l'absence d'intérêt de l'Occident et du soutien accru des pays voisins pour les différentes factions, les perspectives sont sombres.

Moyen Orient

Irak - Les informations reçues de la zone des marais au sud font état d'une situation nutritionnelle et sanitaire grave parmi la population autochtone à cause du blocus par le gouvernement de l'Irak et le programme de drainage des marais.

Europe

Ex-Yougoslavie - Le cessez-le-feu en février, suivi de l'accord de paix signé à l'initiative des Etats-Unis entre les Croates et les Musulmans bosniaques, a permis de réduire l'obstruction des convois dans les zones contestées par ces deux parties. Suite à l'ultimatum de l'OTAN en février contre l'artillerie serbe autour de Sarajevo, le retrait de celle-ci et le cessez-le-feu successif, la ville commence à planifier des activités de réhabilitation et la reprise des services. Le cessez-le-feu s'est étendu à d'autres zones contestées par des Serbes bosniaques et des Musulmans bosniaques. L'amélioration de l'accès des convois pendant le mois de mars permettra vraisemblablement des livraisons records.

Sources :

PAM, Rome : Téléx hebdomadaires 4/2/1994 et 18/2/1994 et communiqué du PAM 94/16.

FAO, Rome : Perspectives Alimentaires 1/2, 1994 ; Situation des vivres et prévisions des récoltes en Afrique subsaharienne, FAO, 1, 1994.

Centre for Defence Studies, Londres : International Security Digest Vol 1 Nos. 3 et 4, 1994.

CAC/SCN, Genève : Système d'information sur la nutrition des réfugiés No. 2 décembre 1993 et No. 3 février 1994.

Famine Early Warning System (Système d'alerte précoce), Washington DC : Evaluation des récoltes janvier 1994 et Bulletins FEWS SH-3, SA-8 et SA-9 février 1994.

MSF, Bruxelles : Bulletin International No. 8 février/mars 1994.

Stages de Formation

Soins de Santé Communautaires pour les Réfugiés (Refugee Community Health Care), 4-8 juillet 1994, International Health Exchange, Londres.

Ce stage de formation (de 5 jours) aux soins de santé appropriés pour les réfugiés et les populations déplacées (organisé par International Health Exchange en collaboration avec SCF-GB, OXFAM et Liverpool School of Tropical Medicine) vise à initier des agents de santé au concept de soins de santé communautaires convenant aux camps et centres de réfugiés.

Se renseigner auprès de : The Training Co-ordinator, International Health Exchange, 38 King Street, London WC2E 8JT, Royaume Uni, Tél: (44 71) 836 5833.

Cinquième Stage International de Santé et de Préparation Contre les Catastrophes (Fifth International Course on Health and Disaster Preparedness), 4-15 juillet 1994, Centre for Research on the Epidemiology of Disasters.

Le stage portera sur l'évaluation rapide des besoins sanitaires à partir des normes et techniques récentes ; la santé publique et l'épidémiologie par rapport à la préparation et à la gestion des sinistres ; les implications multisectorielles de la préparation et de la gestion des sinistres ; la gestion des épidémies ; l'aide internationale ; l'impact des sinistres sur l'environnement et l'hygiène publique ; les aspects opérationnels des soins médicaux suite aux sinistres, etc.

Se renseigner auprès de: CRED, Université Catholique de Louvain, Ecole de Santé Publique, Clos Chapelle-aux-Champs, 30, EPID 30.34, 1200 Bruxelles, Belgique, Tél: (32 2) 764 38 23.

Formation du Personnel Contre les Catastrophes (Counter-Disaster Staff Training), 11 juillet - 18 août 1994, Cranfield Disaster Preparedness Centre.

Ce programme de formation sera divisé en trois parties : l'analyse et l'information ; la planification de la prévention et de la préparation ; la gestion des urgences. Il comportera trois options d'études : les catastrophes à commencement lent ; les sinistres à commencement rapide ; les accidents de transport et industriels et d'autres urgences civiles ; ainsi que des exercices de simulation dans le domaine de la planification et de la gestion, plus un projet personnel.

Se renseigner auprès de : Director, Cranfield Disaster Preparedness Centre, RMCS, Shrivenham, Swindon SN6 8LA, Royaume Uni, Tél: (44 793) 78 5287.

Atelier Modulaire sur la Gestion des Sinistres (Disaster Management Modular Workshop), 22 août -30 septembre 1994, Oxford Centre for Disaster Studies.

Cet atelier modulaire mettra l'accent sur : la vulnérabilité des communautés (première semaine) ; la gestion des sinistres et le rôle des ONG (deuxième semaine) ; la gestion des urgences et les systèmes d'information (troisième semaine) ; la gestion des urgences complexes (quatrième semaine) ; l'établissement de centres nationaux chargés de faire face aux sinistres (cinquième semaine). Il y aura une semaine préparatoire au début de l'atelier.

Se renseigner auprès de : Administrator, OCDS, PO Box 137, Oxford OX4 1BB, Royaume Uni, Tél: (44 865) 202 722.

Travailler dans le cadre des urgences et du secours en cas de sinistres (Working in Emergencies and Disaster Relief), 5-9 septembre 1994, Centre for International Health.

Ce stage de cinq jours portera sur les modifications du système international de fourniture d'aide lors des urgences ; les méthodes d'enquête quantitative, les

techniques de diagnostic rapide ; le traitement, l'analyse et la présentation des données à partir du logiciel EPI Info ; la sécurité personnelle dans les zones de conflits ; la gestion du personnel, du temps et des finances, etc.

Se renseigner auprès de : Eileen Darby, Short Course Coordinator, Centre for International Health, University of Wales, College of Medicine, Heath Park, Cardiff CF4 4XN, Royaume Uni.

L'aide Humanitaire dans le Cadre des Urgences Complexes (Humanitarian Aid in Complex Emergencies), 5-9 septembre 1994, Refugee Studies Programme.

Ce stage qui s'adresse aux professionnels qui interviennent dans des zones de conflits militaires vise à fournir une vue d'ensemble des enjeux de ces situations. Il portera sur : le droit humanitaire, les relations entre les types de guerre et la fourniture du secours, la coordination du secours, la protection des populations vulnérables, le rôle de l'ONU, le rapatriement et divers aspects de la reconstruction des communautés.

Se renseigner auprès de : Education Unit, Short Courses Section, Refugee Studies Programme, Queen Elizabeth House, University of Oxford, 21 St Giles, Oxford OX1 3LA, Royaume Uni. Tél: (44 865) 270 723.

La Sécurité Alimentaire en Afrique : La Politique, la Planification et les Interventions (Food Security in Africa: Policy, Planning and Interventions), 19 septembre - 9 décembre 1994, Institute of Development Studies.

Ce stage se propose d'aider les planificateurs et les intervenants à analyser la sécurité alimentaire en Afrique ; à étudier d'un oeil critique les plans, les politiques et les interventions cherchant à atténuer l'insécurité alimentaire ; à planifier et à préparer des tentatives pour faire face à l'insécurité alimentaire. Le stage comporte des modules d'une semaine couvrant les différents aspects de la sécurité alimentaire.

Se renseigner auprès de : The Course Administrator, Teaching Area, Institute of Development Studies, University of Sussex, Falmer, Brighton, East Sussex, BN1 9RE, Royaume Uni, Tél: (44 273) 60 6261.

Stages de Gestion des Sinistres (Disaster Management Courses), Disaster Management Centre, University of Wisconsin-Madison.

Le Centre de Gestion des Sinistres (Disaster Management Centre) présente des programmes de formation à la gestion des situations créées par les sinistres et les urgences dans un contexte international. Une série de cours par correspondance offre des

possibilités d'instruction à distance pour ceux qui ne sont pas en mesure de voyager, sur des thèmes tels que la gestion sanitaire d'urgence suite aux sinistres et la surveillance épidémiologique après les sinistres.

Se renseigner auprès de : Judy Faber, Dept of Engineering Professional Development, Correspondence Course Office, Rm 315, 432 N. Lake Street, Madison, WI 53706-1498, États Unis, Tél: (1 608) 262 5441.

Stages Européens de Formation Pratique à la Santé Internationale (European Courses for Practical Training in International Health), EPICENTRE.

Ce programme a été élaboré en collaboration avec les différentes sections européennes de Médecins Sans Frontières et l'AEDES. EPICENTRE s'occupe de coordonner la formation. Les stages sont divisés en deux niveaux. Le premier niveau comporte des stages médicaux, des stages de préparation aux urgences sanitaires et des stages de logistique. Le deuxième niveau comporte des stages de nutrition/immunisation, la gestion des services de santé, la surveillance épidémiologique, la logistique dans des situations d'urgence, les populations dans des situations d'urgence, les micro-ordinateurs et la santé publique, et *en collaboration avec d'autres institutions*, des stages de chirurgie en situation d'urgence, l'étude des épidémies, l'eau et les installations sanitaires dans les camps de réfugiés. Les stages ont une durée d'une, deux ou trois semaines.

Se renseigner auprès de : EPICENTRE, 8 rue Saint-Sabin, 75544 Paris Cedex 11, France, Tél: (33 1) 40 21 28 19.

Diplôme d'Agent de Développement International Option Tiers-Monde, Ecole de Logisticiens pour les Missions d'Urgence et de Développement, Bioforce Développement.

Ce cours de trois ans se déroule à Lyon, France. La première année comporte 1.000 heures de formation et s'organise autour d'études techniques, de l'administration, des relations humaines, de la préparation du travail dans un pays en voie de développement, des visites sur le terrain pour la simulation des problèmes de développement, etc. Les deuxième et troisième années sont consacrées au travail sur le terrain, aux missions dans le tiers monde et aux études complémentaires associées aux missions.

Se renseigner auprès de : Mr Patrice Blanc, Bioforce Développement, 44 Bld Lénine, 69694 Vénissieux Cedex, France, Tél: (33 78) 67 3232.

Conférences

Conférence Mondiale PARINAC - 6-9 juin 1994, Oslo, Norvège.

Les lettres PARINAC représentent "Partenariat en Action", un processus conjoint HCR/ICVA de consultation dans différentes régions entre le HCR et les ONG visant à : enrichir le dialogue et la compréhension mutuelle ; faciliter une collaboration plus étroite et augmenter la capacité du HCR et des ONG de répondre au problème mondial des réfugiés et, dans certains cas, au problème des déplacements sur le plan interne.

Des conférences régionales ont déjà eu lieu à Caracas, Kathmandu, Tunis, Bangkok et Addis Ababa, les programmes portant essentiellement sur quatre thèmes : la protection, les personnes déplacées sur le plan interne, la réponse aux urgences, le continuum du secours et de la réhabilitation au développement.

Le processus de conférences régionales débouchera sur une dernière conférence en Norvège les 6-9 juin 1994 qui produira la Déclaration d'Oslo et le Plan d'action.

Se renseigner auprès de :

Mr Santiago Romero-Perez
Chef, Section de Liaison ONG
HCR, Boîte Postale 2500
1211 Genève 2 Depot
Suisse - Tél: (41 22) 739 8193

Conférences (suite)

Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes Naturelles, 23-27 mai 1994, Yokohama, Japon.

La conférence a pour objectif :

- * de passer en revue les acquis de la Décennie au niveaux national, régional et international
- * prévoir un programme d'actions futures
- * d'échanger des informations sur la mise en oeuvre du programme et des politiques de la Décennie
- * de faire mieux comprendre l'importance des politiques de réduction des sinistres.

La conférence comportera des Séances Plénières, un Comité Principal et des Comités Techniques. Le Comité Principal discutera des rapports entre les secteurs public et privé et servira de forum pour la présentation des

rapports régionaux. Les Comités Techniques se pencheront sur les communautés vulnérables ; la construction de bâtiments résistants aux risques naturels ; l'impact des sinistres sur les sociétés modernes ; la corrélation entre les risques technologiques et naturels ; les aspects économiques de la réduction des sinistres pour le développement durable ; les systèmes d'alerte et la gestion des sécheresses. Un programme comportant des sessions utilisant l'exposition de posters et des visites d'études sera organisé durant la semaine. Plus de 2.000 participants sont attendus.

Se renseigner auprès de :

Secrétariat IDNDR, Nations Unies
Palais des Nations
1211 Genève 10 - Suisse
Tél: (41 22) 798 6894

Publications

A Framework for Survival: Health Human Rights and Humanitarian Assistance in Conflicts and Disasters

(Un cadre de survie : la santé, les droits de l'homme et l'aide humanitaire lors des conflits et sinistres), Cahill, K, (éd), 1993, Basic Books/Council on Foreign Relations, 340 pages, Prix 25\$US.

Ce livre présente une compilation éditée de 20 documents présentés lors d'un symposium de deux jours à New York en septembre 1992. Il comporte de très bons exposés (en anglais) réalisés par des personnalités y compris des hommes politiques et des hommes d'état, des académiciens et du personnel d'organes de l'ONU et d'ONG, à savoir :

Michel Veuthey	La Contribution du Droit Humanitaire International à la Restauration de la Paix
David Owen	Les Obligations et Responsabilités des Nations Bailleurs de Fonds
Jennifer Leaning	Lorsque le système ne marche pas : Somalie 1992
Rémi Russbach	Les Victimes des Conflits et des Mines
Kevin Cahill	L'Aspect Clinique de la Famine
Michael Toole	Les Conséquences de l'Inaction pour la Santé Publique : Enseignements tirés de la Réponse aux Mouvements Soudains de Population
Angus Finucane	L'Évolution du Rôle des Organisations Bénévoles
Philip Johnston	Le Secours et la Réalité
Rony Brauman	L'Expérience de Médecins sans Frontières
Fazle Abed	Faire Face aux Catastrophes : de la Diarrhée aux Cyclones
Larry Minear	Améliorer le Fonctionnement du Système Humanitaire
Abdulrahim Farah	La Réponse aux Urgences Vue de l'Intérieur
Sadako Ogata	La Situation Critique des Réfugiés : Enjeux et Problèmes des Besoins Humanitaires
Jan Eliasson	La Réponse Mondiale aux Urgences Humanitaires

Face aux Crises, MSF, Hachette, Prix Fr89.

Life, Death and Aid: The Médecins Sans Frontières Report on World Crisis Intervention, MSF, 1993, Routledge, London, 158 pages, Prix £9.99.

Ce livre est divisé en deux parties. La première partie "De l'Abstention à l'Intervention" présente dix articles aux titres mordants sous quatre rubriques :

La non-intervention
Soudan - Ne pas dire de mal, ne pas faire de bien
Afghanistan - Ecarté de l'ordre du jour

L'intervention régionale :
Tajikistan : Libre cours aux arbitres régionaux
Le Caucase : Surveiller l'ancien empire
Libéria : Laisser le soin aux voisins

Les opérations de paix :
El Salvador : Le garant de la paix
Angola : L'intendance des urnes, pas de la paix
Cambodge : Les élections dans les champs de la mort

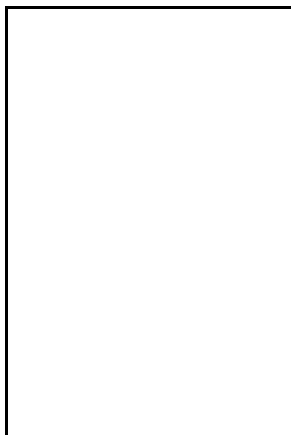
L'intervention militaire 'humanitaire' :
Bosnie : L'option du compromis
Somalie : L'aide humanitaire devancée par les armes

La deuxième partie 'Une Réponse Internationale Marquée par les Paradoxes et les Ambiguïtés' présente cinq contributions sur des thèmes sélectionnés :

- les paradoxes de la protection armée
- les opérations de paix au-dessus du droit humanitaire
- le défi des droits de l'homme pour la souveraineté
- la reconstruction des soins de santé : le programme perdu
- lorsque la souffrance est à la une.

Il s'agit d'un livre d'actualité qui apporte une contribution importante au débat sur le rôle de l'ONU et les côtés positifs et négatifs de l'intervention armée. Il vaut la peine

d'être lu. Néanmoins, il existe tout au long du livre une tendance à formuler des critiques à l'égard de l'ONU sans en formuler également à l'égard des états membres riches dont le soutien politique, financier et militaire tardif ou insuffisant entrave souvent la réponse de l'ONU lors des urgences.



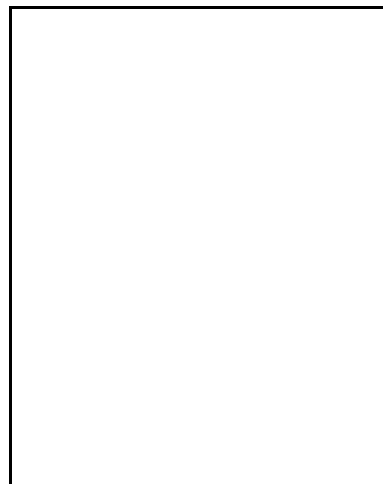
CROSSLINES: Le Bulletin Indépendant du Développement, du Secours Humanitaire et de l'Environnement

CROSSLINES se présente comme "un bulletin produit par des journalistes qui vise à donner des aperçus critiques et des informations concernant le développement international, l'action humanitaire et les tendances mondiales. *CROSSLINES* n'est pas produit par les Nations Unies ou une ONG. Il s'agit d'un rapport unique autofinancé qui fait appel à un réseau croissant de journalistes et d'analystes dont des rédacteurs, des réalisateurs et des correspondants représentant certains des médias les plus prestigieux du monde. Nous cherchons à mettre l'accent sur les activités positives et négatives du gouvernement, des bailleurs de fonds, des organisations d'aide, des ONG, des sociétés, des individus et des communautés dans le monde entier. *CROSSLINES* espère promouvoir une plus grande responsabilité de la part des organisations internationales ainsi que des reportages plus conséquents sur les questions souvent passées sous silence par les médias".

CROSSLINES publie 10 numéros par an. Les articles sont souvent des reproductions d'articles imprimés dans la presse internationale, plus quelques articles spéciaux. Des listes de contacts utiles sont également fournies. A titre d'exemple, le dernier numéro comporte deux articles sur les mines terrestres et le déminage, accompagnés d'une liste de 23 sociétés de déminage et d'organisations cherchant à proscrire la production et l'exportation des mines terrestres. Un abonnement de lancement pour la première année est offert au prix de 60\$US/40£ sterling/90Frs.S. Par la suite, le prix de l'abonnement sera

de 50\$ pour les agents de secours bénévoles, de 100\$ pour les professionnels/individus et de 150\$ pour les institutions/bibliothèques, plus 10\$ de frais d'envoi pour les pays en dehors de l'Europe et des Etats-Unis.

Contacteur: *CROSSLINES*
Boite Postale 171,
CH-1211 Genève 20,
Suisse
Tél: (41 22) 756-1984
Fax: (41 22) 808 5830



Disasters: The Journal of Disaster Studies and Management (Sinistres: Le journal des études et de la gestion des sinistres), Editions Blackwell pour le Overseas Development Institute.

Volume 17 No. 4 de décembre 1993 comporte les articles suivants (en anglais):

ˆUne Méthode d'Evaluation à partir de la Réaction à l'Exposition des Effets à long terme sur la Santé de l'Explosion de Gaz à Bhopal', V. Ramana Dhara and David Kriebel.

ˆLe Cyclone de 1991 au Bangladesh : Pourquoi Tant de Morts', A. Mushtaque R. Chowdhury et al.

ˆReconstituer les Troupeaux des Pasteurs Réfugiés dans la Corne de l'Afrique', Jon D. Unruh.

ˆL'Influence du Milieu sur la Fréquence du Choléra: Une étude de Cas à Quelimane, Mozambique', Andrew Collins.

ˆEvaluation de Deux Camps de Réfugiés Kurdes en Iran, mai 1991: La Valeur de l'Echantillonnage Groupé pour la Détermination des Priorités et des Politiques', John D.H. Porter et al.

ˆLa Surveillance de la Santé et de l'Etat Nutritionnel des Réfugiés Rohingyas au Bangladesh', Marijke Wijnroks et al.

ˆRéflexions sur les Sept Ans au Centre Asiatique de

Préparation des Sinistres', Brian Ward.

Volume 18 No. 1 de mars 1994 inclut les articles suivants:

'L'atténuation des Catastrophes Volcaniques aux Philippines: l'Expérience de Mont Pinatubo', Jean C. Tayag and Raymundo S. Punongbayan.

'Le Nord du Soudan en 1991: La Crise Alimentaire et la Réponse des Secours Internationaux', Marion Kelly and Margaret Buchanan-Smith.

'La Prévention et l'Atténuation de la Famine: Les Enseignements de la Politique du Botswana et du Soudan', Tesfaye Teklu.

'La Participation Militaire à l'Aide Humanitaire d'Urgence', Joel C. Gaydos and George A. Luz.

'La Surveillance Epidémiologique Après-Urgence dans les Camps de Réfugiés Irakiens-Kurdes en Iran', Marzio Babilie,, Pierpaolo de Colombani, Ranieri Guerra, Nevio Zagaria and Chiara Zanetti.

'La Reconstruction des Logements après les Sinistres: Une Etude Longitudinale de la Satisfaction des Résidents', D. Neil Snarr and E. Leonard Brown.

'Les Problèmes d'Atténuation des Inondations au Vietnam', Ebel Wickramanayake.

Le prix d'abonnement figure ci-après:

Europe: £48.00 Individus - £75.00 Institutions

Amérique du Nord: \$89.50 Individus - \$122.00 Institutions

Reste du monde: £53.00 Individus - £79.50 Institutions

Contacteur:

Victoria Siddle	Journals Marketing
Journal Dept	Blackwell Publishers
Blackwell Publishers 3 Cambridge Center	
108 Cowley Road	Cambridge MA
Oxford OX4 1JF - GB	02142 - Etats Unis

Stakeholders for Development (Organisations non-gouvernementales et gouvernements : Une association pour le développement), OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Economiques, OCDE, Paris, pp. 363, Prix 24£.

Il s'agit d'un excellent tour d'horizon des relations qui évoluent entre les bailleurs de fonds et les ONG de développement. Il comporte une vue d'ensemble stimulante par Ian Smillie "Changer de Partenaires : les ONG du nord, les gouvernements du nord" et 14 études de cas de pays membres de l'OCDE, à savoir l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, ainsi que la Communauté Européenne.



The Changing Role of NGOs in the Provision of Relief and Rehabilitation Assistance (L'Evolution du rôle des ONG dans la fourniture d'aide d'urgence et de réhabilitation), Série de Documents de Travail du ODI Nos. 74-76.

Ces trois études de cas ont été préparées dans le cadre d'une étude plus importante financée par la coopération britannique. Les études de cas se proposent de quantifier les ressources de secours et de réhabilitation traitées par les ONG depuis 1979 (approximativement) et de situer leur intervention dans le cadre des activités globales de secours et de réhabilitation réalisées par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organes de l'ONU, afin d'analyser dans quelle mesure les ONG ont un rôle accru dans la fourniture de cette assistance, ainsi que les modifications des fonctions entreprises.

Etude de cas numéro 1 : Afghanistan/Pakistan, Nigel Nicholds et John Borton, pp. 100, document de travail 74, prix 6£.

Non-Governmental Organisations and Governments:

Les principales rubriques comprennent :

- le contexte politique et militaire
- la fourniture d'aide aux réfugiés afghans au Pakistan
- les opérations à travers les frontières du Pakistan dans les zones de l'Afghanistan tenues par les Moudjahidin
- les caractéristiques et le rôle des ONG dans la fourniture d'aide d'urgence et de réhabilitation aux Afghans depuis 1979
- la coordination des activités ONG au Pakistan et en Afghanistan.

Etude de cas numéro 2 : Cambodge/Thaïlande, Charlotte Benson, pp. 103, document de travail 75, prix 6£.

Les principales rubriques comprennent :

- le rôle des organisations multilatérales
- le rôle des ONG à la frontière thaïlandaise-cambodgienne
- le rôle des ONG au Cambodge.

Etude de cas numéro 3 : le nord de l'Ethiopie et l'Erythrée, John Borton, pp. 90, document de travail 76, prix 6£.

Les rubriques principales comprennent :

- un résumé de la réponse de la communauté internationale
- les rôles respectifs du RRC, de l'ONU, de la Croix Rouge et des ONG
- les activités entreprises et les problèmes auxquels se sont confrontés les ONG
- les consortiums d'ONG et les mécanismes de coordination.

Disponibles auprès de :

Publications Sales
Overseas Development Institute,
Regent's College, Inner Circle, Regent's Park,
Londres NW1 4NS,
Royaume-Uni
Tél : (44 71) 487 7560

Humanitarian Aid Annual Report 1993 (Rapport annuel d'aide humanitaire 1993), Commission des Communautés Européennes, Bruxelles (rédigé en février 1994).

ECHO a été établi officiellement en avril 1992 et un rapport-brochure a été produit au courant de 1993 au sujet des 9 premiers mois de fonctionnement. Ce nouveau rapport couvre la première année complète d'exercice d'ECHO. Il présente des informations sommaires sur chaque subvention octroyée pendant l'année et une analyse des subventions par pays. Au cours de 1993, 600 millions d'ECU (environ 720 millions de \$US) ont été affectés aux zones suivantes : ex-Yougoslavie 60%, les pays ACP 16%, l'ex-URSS 8%, l'Iraq 3%, le reste de l'Asie 3%, l'Amérique Latine 2% et l'Afrique du Nord 4%. Plus de 80 ONG ont signé des contrats-cadres de partenariat avec ECHO et un accord semblable a été signé par le HCR.

Le rapport offre un aperçu intéressant sur les

développements en terme de la coordination des bailleurs de fonds. Des réunions trimestrielles regroupent maintenant ECHO et les directeurs généraux des 12 états membres responsables des affaires humanitaires ; la collaboration avec le Bureau des Affaires Humanitaires de l'USAID est renforcée. Un paragraphe fascinant laisse entrevoir des appels communs de l'ONU incorporant tous les besoins plutôt que les seuls besoins de l'ONU et des organismes gouvernementaux, notamment : "Les appels communs interagences émis par le DHA sont très utiles à de nombreux égards. Cependant la Commission a plaidé pour qu'ils soient également élargis pour englober la totalité des besoins lors d'une catastrophe ou un conflit et non seulement les besoins que les agences des Nations Unies sont disposées à prendre en compte. Le DHA est favorable à la demande de la Commission et a en effet essayé d'améliorer les appels communs en conséquence. Toutefois, le DHA souligne les difficultés techniques pour l'assemblage et la présentation de demandes et des promesses de contributions du fait que les "bilatéraux" et les ONG fournissent très peu d'informations".

Contacteur: Information ECHO
Rue de Genève 3
1140 Bruxelles
Belgique
Tél: (32 2) 295 4400
Fax: (32 2) 295 4572

Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"

EuronAid, l'Association Européenne des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Aide Alimentaire et l'Aide d'Urgence, créée en 1980, a pour but de fournir la logistique et des services financiers aux ONGs utilisant l'Aide Alimentaire de la CEE dans ses programmes de développement et d'aide d'urgence. EuronAid est basé à la Haye. Les organismes membres d'EuronAid sont: ADRA Allemagne, CAFOD, Care UK, Caritas Belgique, Caritas Allemagne, Caritas Italie, Caritas Pays-Bas, Caritas Espagne, Catholic Relief Services, Christian Aid, Concern, Deutsche Welthungerhilfe, Diakonisches Werk der EKD, Diakonisches Werk der EKD/Bremen, Dutch Interchurch Aid, Lutheran World Federation, Oxfam Belgique, Oxfam UK, Prosalus, Save the Children Fund, Secours Catholique, Secours Populaire Français, SOS Sahel International, Tear Fund UK et Trocaire. AMI, Food Aid Management (USA), Help et World Council of Churches ont le statut d'observateur. **Le Groupe de Travail d'EuronAid sur la Formation et la Recherche** est représenté par 6 organismes membres et constitue le groupe de référence du Réseau.

Overseas Development Institute fondé en 1960 est un institut de recherche indépendant, à but non-lucratif. L'Institut est engagé dans la recherche liée aux politiques sur un grand nombre de thèmes et problèmes affectant les relations économiques entre le Nord et le Sud et qui influencent les politiques sociales et économiques des pays en voie de développement. Outre le nouveau Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation", ODI gère également 4 autres réseaux spécialisés pour praticiens et chercheurs dans la recherche agricole, la gestion de l'irrigation, le développement pastoral et dans le développement rural des eaux et forêts. ODI compte actuellement plus de 30 chercheurs et associés et environ 25 administratifs.

Le Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" est financé par EuronAid grâce à des fonds provenant de la Commission Européenne.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

***Relief and Rehabilitation Network - Overseas Development Institute
Regent's College - Inner Circle, Regent's Park
London NW1 4NS - UK - Tel: (+44 71) 487 7413 - Fax: (+44 71) 487 7590
Internet: odi@gn.apc.org (A l'attention du RRN)***